

GÉRARD SIMLER CANTON DE MARCKOLSHEIM

La lettre de votre Conseiller Général

ARTOLSHEIM
BALDENHEIM
BINDERNHEIM
BOESENBIESEN
BOOTZHEIM
DIEBOLSHEIM
ELSENHEIM
HEIDOLSHEIM
HESSENHEIM
HILSENHEIM
MACKENHEIM
MARCKOLSHEIM
MUSSIG
MUTTERSHOLTZ
OHNNENHEIM
RICHTOLSHEIM
SAASENHEIM
SCHOENAU
SCHWOBSHEIM
SUNDHOUSE
WITTISHEIM

Musique

Bénéficiaire : Fanfare des Sapeurs Pompiers de Marckolsheim-Ohnnenheim
Montant : 660 €, acquisition d'un soubassophone Eastmann

Bibliothèque

Bénéficiaire : Commune de Marckolsheim
Montant : 24 122,10 €, constitution des fonds initiaux de la médiathèque de Marckolsheim dans le cadre du contrat de territoire de Marckolsheim – Grand Ried.

Développement local des bourgs-centres

Résumé :

Dans le cadre des contrats de territoire et en vue de favoriser un aménagement harmonieux et durable du territoire bas-rhinois, le Conseil Général a adopté une priorité partagée relative aux enjeux de centralité urbaine.

La politique de centralité urbaine vise à consolider l'armature urbaine du Bas-Rhin constituée de Strasbourg et des pôles secondaires de la CUS, ainsi que des villes-centres et des bourgs-centres du reste du Département.

Permettant notamment de bonifier le financement d'opérations d'investissement éligibles au titre des dispositifs thématiques du Conseil Général, les crédits correspondants visent d'une part à développer des fonctions de centralité assurées au profit de l'ensemble du territoire et, d'autre part, à combler des lacunes en termes d'équipements et de services.

Dans ce cadre, il est proposé de prononcer sur l'attribution d'une subvention pour le réaménagement de l'ancienne école maternelle de Sundhouse en maison de l'enfance, au titre de la bonification de centralité urbaine, opération inscrite au contrat de territoire de Marckolsheim – Grand Ried.

Bénéficiaire : Commune de Sundhouse
Montant : 20 736 €, travaux de réaménagement de l'ancienne école maternelle en maison de l'enfance à Sundhouse (bonification centralité urbaine) (bonification en complément de la subvention accordée à la CP du 3 juin 2013, au titre de l'aide aux structures d'accueil de la petite enfance.



Où me contacter :

Par mail :
gerard.simler@cg67.fr

Vous pouvez également contacter mon secrétariat :

Anne KAUFFMANN
Secrétariat des Elus
Hôtel du Département
Place du Quartier Blanc
67964 STRASBOURG Cedex 9

☎ 03 88 76 69 65
anne.kauffmann@cg67.fr

Collège

Bénéficiaire : Collège de Marckolsheim

Montant : 543,36 €, prise en charge des emplois aidés pour les mois d'avril, mai et juin 2013.

Bénéficiaire : Collège de Sundhouse

Montant : 881,45 €, prise en charge des emplois aidés pour les mois d'avril, mai et juin 2013.

Habitat

Bénéficiaire : M. François RETTERER - Muttersholtz

Montant : 439,30 €, aide départementale en faveur de l'habitat traditionnel bas-rhinois pour son logement.

Faisabilité pour la réalisation de logements sociaux à Baldenheim

Résumé :

Le présent rapport concerne la demande de subvention départementale de la Commune de Baldenheim pour une étude de faisabilité en vue de la création de 3 logements locatifs sociaux dans un immeuble sis 7, rue Principale à Baldenheim.

Lors de sa réunion du 26 mars 2012 le Conseil Général a actualisé son aide aux communes et EPCI concernant les études de faisabilité et de pré-programmation pour la réalisation de logements aidés.

Le Département finance ces études à hauteur de 80 %, la subvention départementale étant plafonnée à 6 400 € HT, hors étude énergétique. Ce plafond est de 8 000 € sur les territoires tests de la territorialisation de la politique départementale de l'habitat.

La subvention susceptible d'être octroyée s'élève à 1 600 € qui seront versés au rendu de l'étude de faisabilité réalisée par le CAUE.

Associations

Bénéficiaire : Maison des Jeunes et de la Culture de Marckolsheim

Montant : 1 920 €, subvention de fonctionnement de votre association au titre de l'exercice 2013.

Autonomie à domicile

Résumé :

Le présent rapport a pour objet l'attribution des aides individuelles aux personnes âgées ayant déposé leur candidature et répondant aux critères d'éligibilité dans le cadre du dispositif 'Autonomie à Domicile'.

Le dispositif d'expérimentations opérationnelles de solutions de lien social « Autonomie à Domicile » mis en oeuvre dans le cadre de la démarche « Innovation pour l'Autonomie » a été adopté par l'Assemblée Plénière en Juin 2012. Simultanément, pouvoir a été donné à la Commission Permanente du Conseil Général d'attribuer les aides individuelles.

A ce titre, un comité technique d'instruction a été mis en place afin de sélectionner les candidatures répondant aux critères de choix des bénéficiaires, tels que définis dans la délibération du Conseil Général du 25 juin 2012, complétée par délibération de la commission permanente du 6 mai 2013 :

- Personne de plus de 60 ans vivant à domicile ou en résidence non médicalisée
- Bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
- Accès Internet ADSL disponible ou en cours d'installation

Après instruction technique, il est ainsi proposé d'attribuer des aides individuelles aux personnes âgées ayant fait acte de candidature et répondant aux critères d'éligibilité du dispositif « Autonomie à Domicile ».

Ces aides individuelles correspondent à la prise en charge des six premiers d'abonnement à une des trois solutions de lien social expérimentée sur le territoire de résidence des bénéficiaires.

Bénéficiaire : Mme Alice KURTZ — Baldenheim

Montant : 390 €

Fiscalité

La réforme de la fiscalité locale a supprimé les Fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP) tels qu'ils existaient auparavant. Depuis 2011, les anciennes dotations « communes concernées » (répartitions communale et intercommunale) et les prélèvements prioritaires des EPCI sont désormais consolidés dans la garantie individuelle de ressources (FNGIR) des collectivités territoriales qui les percevaient auparavant.

A l'issue de cette réforme, les Départements ne sont donc plus chargés que de la répartition de la dotation « communes et EPCI défavorisés » au sein des deux répartitions communale et intercommunale.

A compter de 2012, l'article 42 de la loi de finances pour 2012 a prévu que les FDPTP percevaient une dotation d'Etat dont le montant est voté en loi de finances. Pour 2013, le Bas-Rhin se voit attribuer 4 353 827 € comme en 2012. Contrairement à l'année précédente, aucun rôle supplémentaire de taxe professionnelle ne vient abonder le montant initial à répartir.

1. Répartition communale :

C'est un montant de 3 227 927,34 € qui doit être réparti dans le cadre du FDPTP 2013 entre les communes défavorisées en fonction de leur potentiel financier 2013. Comme les exercices antérieurs, les 315 communes ayant le potentiel financier par habitant 2013 le moins favorable bé-

2. Répartition intercommunale :

La répartition intercommunale 2012 comprend :

- Une dotation « communes défavorisées » : le montant, soit 112 764,12 €, est réparti entre les cinq communes les plus défavorisées du Bas-Rhin, cette condition s'appréciant par la faiblesse du potentiel financier par habitant (délibération du 13 juin 2006 du Conseil général) ;
- Une dotation « groupements de communes défavorisées » (annexe 4). La répartition est opérée entre les groupements de communes ayant un potentiel fiscal par habitant inférieur à la valeur médiane des potentiels fiscaux par habitant 2013 et établie proportionnellement au rapport : Population DGF du groupement de communes x (1/ potentiel fiscal par habitant du groupement de communes bénéficiaire), conformément à la délibération du Conseil Général du 21 juin 2010.

En 2013, c'est un montant de 1 013 135,54 € qui doit être réparti entre les EPCI bénéficiaires. A titre d'information, il convient de rappeler que plusieurs éléments sont venus modifier le niveau de la médiane 2013 des potentiels fiscaux / habitant, support de la répartition :

- Les fusions d'EPCI au 1er janvier 2013 ont réduit le nombre d'EPCI potentiellement bénéficiaires de la dotation. Ces mouvements ont donc déplacé le niveau de la médiane. C'est le cas notamment des Communautés de communes de Barr-Bernstein, de Marmoutier-Sommerau, du Kochersberg-Ackerland ;
- L'évolution du potentiel fiscal en 2013 : elle tient compte des choix fiscaux opérés par les EPCI.

Répartition communale :

Dotation communes défavorisées

| Commune | Potentiel financier 2013/hab. | Rang | Dotation |
|---------------------|-------------------------------|------|----------|
| Diebolsheim | 525,41 € | 134 | 11 000 € |
| Saasenheim | 577,94 € | 234 | 8 000 € |
| Schwobsheim | 578,85 € | 237 | 8 000 € |
| Bootzheim | 592,24 € | 261 | 7 000 € |
| Mussig | 599,31 € | 267 | 7 000 € |
| Heidolsheim | 605,84 € | 276 | 7 000 € |
| Boesenbiesen | 617,09 € | 290 | 6 000 € |

Répartition intercommunale :

Dotation groupements défavorisés

| Libellé groupement | Poulation DGF 2013 | Potentiel Fiscal 4 taxes 2013 par pop DGF | Produit | Dotation |
|-----------------------------------|--------------------|---|---------|----------|
| CC du Ried de Marckolsheim | 18 991 | 249,95 € | | |



Abandon du dispositif de soutien financier à l'élaboration de systèmes d'information géographique (SIG) intercommunaux (mode d'action 2211)

1 Etat des lieux du dispositif actuel

Adopté en 2005, le dispositif actuel visait à encourager la mise en place de systèmes d'information géographique (SIG) par les communautés de communes pour leurs propres besoins et celui des communes. Ces systèmes permettent notamment la consultation et l'analyse de données géographiques telles que les données cadastrales, les photographies aériennes, les zonages d'urbanisme, les réseaux secs ou humides. Ce dispositif comprenait 4 volets principaux :

- 1- une aide méthodologique (conseils pour la conduite du projet SIG, étude préalable, rédaction d'un cahier des charges),
- 2- un soutien financier à la réalisation d'une étude préalable dans les cas où elle est externalisée (subvention plafonnée à 5 000 €) ainsi que pour l'acquisition et la mise en œuvre de solutions logicielles en vue de la création de SIG (aide de 50% du coût, plafonnée à 10 000 €),
- 3- la mise à disposition de données géographiques avec notamment la signature de conventions d'échanges de données entre le Département et les communautés de communes,
- 4- la construction d'un réseau des responsables SIG des communautés de communes, en lien également avec le partenariat régional CIGAL (Coopération pour l'Information Géographique en Alsace). Depuis la mise en place de l'aide, le volet financier du dispositif n'a pas fait l'objet d'une forte sollicitation. Seules 12 subventions ont été attribuées, la plupart concernant des acquisitions de solutions logicielles, seules trois études préalables ont été financées.

2 Proposition d'abandon du volet financier

Différents arguments semblent militer en faveur de la suppression du volet financier du dispositif actuel :

- outre la faible sollicitation financière du dispositif, il semble que son effet « levier » soit sur le déclin. En effet, les communautés de communes qui souhai-

taient s'équiper d'un SIG l'ont fait, et pour les autres, le déploiement d'un système d'information géographique sera probablement effectué directement par les communes ou par achat groupé au niveau des CDC sur des systèmes simplifiés liés à la démocratisation des outils SIG.

Par ailleurs, la participation départementale est relativement limitée (5 000 € pour une étude préalable et 10 000 € pour l'acquisition de la solution logicielle), - on peut également relever qu'à l'occasion des échanges entre les services du Département et les collectivités, il apparaît que les attentes locales portent davantage sur une aide sous forme d'accompagnement que sous forme financière (appui méthodologique, mise en réseau et animation, échanges d'expériences).

De plus, une refonte plus globale de l'action du Conseil Général en matière d'Information Géographique en direction des communes et des communautés de communes sera conduite dans les mois à venir en lien avec les réflexions menées actuellement en matière de soutien à l'ingénierie. Il s'agira notamment :

- de coordonner les actions 'SIG' du Conseil Général au niveau des communautés de communes avec celles entreprises directement auprès des communes via notamment le déploiement de l'application Cart@DS qui comprend un volet cartographique promoteur,
- de réévaluer les modalités de mise à disposition et d'échanges de données géographiques, les conventions signées avec les CDC dans ce domaine étant devenues obsolètes depuis la mise en application de la directive INSPIRE. En effet, les données sont pour la plupart publiques et celles-ci doivent circuler librement entre autorités publiques,
- de concentrer les efforts impulsés par le dispositif SIG en direction des communautés de communes, sur le volet 'accompagnement' et aide à l'ingénierie.

Ainsi, à partir du 1er janvier 2014, plus aucune nouvelle demande de subvention SIG ne pourra être prise en compte, étant précisé toutefois que les projets pour lesquels les services ont d'ores et déjà été saisis, et dont les dossiers seraient déposés complets avant la fin de l'année 2013, seraient encore pris en compte.